

Points de mire



Un an après les « Printemps arabes » : impacts politiques et géopolitiques du Maghreb au Machrek

Par Salim Chena
ATER à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux

Les révoltes arabes de l'année 2011 ont surpris aussi bien les analystes que les praticiens de la politique et de la diplomatie du Maghreb au Machrek. Elles ont pour point de départ le suicide par le feu, le 17 décembre 2010, d'un vendeur ambulancier tunisien refusant une énième preuve de l'arbitraire d'un État policier, exprimant ainsi autant son désespoir que sa révolte. Si les multiples causes de mécontentement social et politique étaient connues, les sociétés arabes et/ou musulmanes étaient souvent perçues comme intrinsèquement réfractaires à la démocratie. Non seulement ces révoltes et ces révolutions ont permis de rompre avec ce préjugé, mais elles ont également marqué l'irruption des peuples sur une scène politique jusque-là organisée par des autoritarismes jugés préférables à des gouvernements islamistes élus. Ces soulèvements ont aussi montré la jonction entre le local et le global grâce aux moyens modernes de communication, qui accélèrent la diffusion de l'information et rapprochent les espaces politiques mondiaux. Et pourtant, ces mouvements populaires de revendication de la démocratie, de la liberté, de la dignité humaine et de rejet de la corruption ont, à la fois, pris différentes tournures et obtenus différents résultats selon les États dans lesquels ils se sont déroulés.

Des révolutions réussies

Il est important de garder à l'esprit que seuls trois présidents ont été renversés par leur peuple respectif, tandis qu'un autre l'a été grâce à l'appui diplomatique et militaire de gouvernements étrangers. Pour ce qui est de la première situation, en Tunisie, puis en Égypte et au Yémen, il faut différencier les deux premiers cas, du troisième : les dirigeants égyptiens et tunisiens préparaient leur succession et ont été expulsés par des révolutions populaires tandis qu'au Yémen, le départ du chef d'État a été négocié par ses voisins. Aujourd'hui, les élections constituintes en Tunisie, comme les élections parlementaire et présidentielle en Égypte, ont porté au pouvoir des partis islamistes qui se sont engagés à respecter les acquis révolutionnaires et l'alternance politique.

Si le parti Ennahda domine la vie politique tunisienne après des années de persécution et d'activité en exil, il est aussi et surtout tributaire d'une alliance de gouvernement avec deux partis laïcs de gauche. Cette alliance empêche ses membres les plus durs d'imposer la mise en place d'un État islamique autoritaire par le biais de la constitution en

préparation. De même, la vieille confrérie des Frères Musulmans, traquée par Nasser puis progressivement normalisée par ses successeurs, obtient enfin un poids proportionnel à son influence réelle sur la société égyptienne. Mais elle doit elle également trouver un modus operandi dans sa cohabitation avec les forces armées qui s'opposent à toute dérive vers une dictature intégriste. Après plusieurs mois de violence et une répression intense, Ali Abdallah Saleh a consenti à quitter le pouvoir à Sanaa, tout en sauvant la face en assurant, d'une part, une phase de transition lui laissant un rôle au moins honorifique et, d'autre part, en garantissant son immunité et le maintien au pouvoir de son parti. Ainsi, deux de ces trois changements de régime sont le résultat d'une révolution populaire réussie, tandis que le dernier reste le produit d'une entente régionale sauvegardant les intérêts des différentes parties.

Dans la seconde situation, celle de la Libye, si les quarante deux ans de domination kadhafiste ont bien pris fin, ce changement de régime est avant tout le résultat d'une intervention étrangère. Certains estiment d'ailleurs que cette intervention a dépassé le cadre initial de la responsabilité de protéger, pour atteindre celui d'une ingérence plus ou moins ouverte. Soutenus par des troupes spéciales et des armes venant aussi bien des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) que de monarchies du Golfe, les rebelles libyens ont bien été sauvés d'une répression féroce. Mais, ils peinent aujourd'hui à garantir la sécurité et la stabilité sur les territoires contrôlés par des milices. En effet, celles-ci refusent de rendre leurs armes sans garanties quant à la nature du futur régime, sans accord sur les modalités de leur intégration à une armée régulière et sans récompense pour les services rendus. L'élection libre d'un Congrès national, chargé de remplacer le Conseil national de transition, assure la domination des libéraux au détriment des différentes tendances de l'islam politique. Ainsi, dans ces quatre nouveaux régimes l'arrivée au pouvoir de groupes politiques islamistes est restée largement encadrée par les acteurs locaux ou extérieurs.

La stabilité contre des réformes

Du Maghreb au Machrek, le succès des manifestations populaires ne s'est pas systématiquement traduit par un renversement des pouvoirs autoritaires, souvent en place depuis des décennies. Bien au contraire, au Maroc, en Algérie et en Jordanie, ont dominé des situations de compromis, de réformes plus ou moins profondes, si ce n'est de maintien du statu quo dans les cas où les révoltes sont restées bloquées par la répression. Au Maroc, où l'ouverture a été la plus forte, le pouvoir royal n'a aucunement été ébranlé et, paradoxalement, s'est même consolidé par un référendum constitutionnel reconnaissant la langue berbère et offrant plus de pouvoir

au Parlement et au gouvernement. La victoire d'un parti islamiste, le Parti de la Justice et du Développement, ne marque, en réalité, que l'élargissement des cercles de clientèle du makhzen, sans en menacer la domination politique ou économique.

En Algérie, l'autorisation de nouveaux partis politiques et la promotion du rôle de la femme à l'Assemblée Populaire Nationale, soutenues par une redistribution de la rente pétrolière, n'ont pas empêché une victoire litigieuse de l'indétrônable Front de Libération Nationale aux législatives de 2012 ; le changement est ainsi renvoyé à l'année 2014, date d'une élection présidentielle qui ne devrait pas voir Abdelaziz Bouteflika se présenter pour une quatrième fois consécutive. Malgré la contestation des populations tribales et palestiniennes, la Jordanie est restée stable : avec la promesse d'une parlementarisation de la monarchie, le roi Abdallah II a sauvé son pouvoir puis acheté la paix sociale grâce à l'aide financière américaine et saoudienne.

Jamais véritablement menacés, les pouvoirs marocain, algérien et jordanien, pourtant chacun très contestés, ont ainsi parfaitement survécu aux révoltes arabes de l'année 2011. Toutefois, surtout dans les deux derniers cas, le discours des manifestants était souvent orienté vers la dénonciation de la corruption et la revendication d'une aide publique aux masses populaires, et moins vers l'exigence d'une démocratisation de l'État en bonne et due forme, facilitant ainsi leur récupération et leur essoufflement.

Les impasses politiques et militaires

Deux États marqués par de très fortes et longues manifestations rejetant l'ordre établi, la Syrie et le Bahreïn, sont restés, eux, bloqués au statu quo ante par la force de la répression et l'inaction ou le soutien d'États voisins ou de puissances extérieures. Le pouvoir alaouite de Damas, grâce à une violence extrême et à la protection tacite de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité s'est maintenu au prix d'un isolement diplomatique aigu. Car la Russie, qui fournit des armes à l'armée syrienne, possède à Tartous sa seule porte directe vers la Méditerranée et le Machrek. L'Iran chiite jouit, avec la famille Assad, d'un solide allié dans sa lutte d'influence au Proche Orient - Israël, comme les monarchies du Golfe, voudraient l'affaiblir. La rébellion syrienne, encore hétéroclite aussi bien dans ses groupes armés que dans ses représentants de l'extérieur, profite, elle, de l'aide américaine, qatarie et saoudienne par le biais de la frontière turque notamment, où se trouve la majorité des camps de réfugiés.

Dans le cas du petit Royaume du Bahreïn, c'est encore l'intervention militaire directe de la monarchie saoudienne qui a permis d'écraser dans le sang et l'indifférence internationale des manifestations pourtant très importantes pour un État d'à peine plus d'un million d'habitants. Les enjeux politiques et religieux des rivalités structurant le Golfe persique trouvent ici leur pleine

expression : à majorité chiite, la population bahreïnienne est dirigée par une monarchie sunnite ; objet de contestations encouragées depuis Téhéran, le Bahreïn risquerait de donner de l'élan aux revendications étouffées des minorités religieuses musulmanes dans les autres pays du Golfe, spécialement en Arabie Saoudite, au Qatar et aux Emirats Arabes Unies. Les rivalités politiques font des chiites du Golfe, entre 10 et 15 % de la population dans les régimes sunnites, de possibles « agents » déstabilisateurs au profit d'un Iran aux velléités de puissance régionale affirmée.

Le renouveau de la géographie politique régionale

Si les révoltes arabes n'ont pas donné lieu à un mouvement généralisé de démocratisation, les « Printemps arabes » n'ont pas non plus engendré un « hiver islamiste » : ce sont toujours les monarchies conservatrices du Golfe, promouvant l'islam le plus rigoriste, qui restent les plus proches alliées des États démocratiques occidentaux. Au-delà de cette permanence, la reconfiguration des influences et la redistribution des cartes politiques du Maghreb au Machrek ont fait naître une nouvelle géographie politique. D'abord, l'émergence du Qatar comme État capable de projeter bien au-delà de ses frontières, une puissance d'influence inversement proportionnelle à sa taille mais à la mesure de ses moyens financiers, a mis en évidence la stratégie des pays du Golfe en direction des États arabes et musulmans. L'intégration des monarchies hachémite et alaouite au Conseil de Coopération du Golfe, appuyée par d'importants transferts financiers, démontre leur volonté de défendre et de consolider les pouvoirs traditionnels et un islam conservateur qui s'intégrerait aisément à la mondialisation économique libérale. Ensuite, en tant que fait historique et symbolique irréversible, ces révoltes et ces révolutions signifient désormais que la stabilité ou le statu quo qui prévaut dans certains pays n'est plus synonyme d'absence de renversement, à terme, des régimes autoritaires en place. Au contraire, dans un cas comme celui de l'Algérie, qui a vu son environnement régional bouleversé en quelques mois, la perpétuation du pouvoir est autant un signe de sa survie que celui de son obsolescence : l'attentisme du « pouvoir » algérien est aussi bien lié à des enjeux internes qu'à son incompréhension d'un contexte inédit. Finalement, la principale leçon des « Printemps arabes » est probablement celle faisant de la stratégie terroriste des mouvements islamistes radicaux une stratégie à la fois dépassée et définitivement improductive. Certes, au Maroc, en Tunisie ou en Égypte, des groupes salafistes jouissent désormais de la liberté politique pour se faire entendre au sein de l'espace public. Mais cette même liberté rend leurs manifestations violentes anachroniques, et témoigne de leur impuissance à rallier les populations musulmanes du Maghreb au Machrek.

Pour aller plus loin :

<http://www.confluences-mediterranee.com/-No-77-Printemps-2011->
<http://www.demainonline.com/2011/10/02/le-debat-printemps-arabe-un-entretien-avec-moulay-hicham/>
<http://www.mouvements.info/2011-le-printemps-arabe.html>
<http://cpa.hypotheses.org/3093>
http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cepes&id_article=6946